

Turquie : urgence industrielle (2)

jeudi 7 février 2008, par [Ismet Berkan](#), [Marillac](#)

Hier c'est le ministre de l'industrie Zafer Çağlayan qui m'a joint par téléphone suite à mon édito du jour. Nous avons longuement parlé de la stratégie industrielle à mettre en œuvre dans le cadre du chapitre de négociations avec l'UE concernant les politiques industrielles. Comme du nécessaire inventaire que nous sommes tenus de faire pour notre industrie avant d'ébaucher quelque stratégie que ce soit.

M. le ministre était très enthousiaste. « *Tout cela, c'est une première en Turquie. C'est la première fois que nous réalisons un inventaire de nos industries. La première fois que secteur après secteur, nous réalisons une étude de compétitivité. La première fois que nous élaborons une stratégie industrielle.* »

Le document stratégique qui sortira dans quelques mois reposera sur trois fondamentaux :

- 1- La haute valeur ajoutée
- 2- Les hautes technologies
- 3- Les secteurs de forte compétitivité

Une fois cette stratégie tridimensionnelle mise en place, elle sera accompagnée de tout un volet d'incitations. Zafer Çağlayan parle d'un système d'incitations « *révolutionnaire* » sans donner pour l'instant plus de détails.

Il est évident que nos problèmes industriels comme les raisons de notre insuffisante industrialisation ne sont pas toutes liées à l'absence de politique industrielle et de système incitatif.

En sus de l'élaboration d'une stratégie et d'un système de primes et d'aides pour ces secteurs d'activité, il incombe tout autant aux pouvoirs publics de veiller à la levée de tous les obstacles venant entraver investissements et initiatives.

Et là, nous en venons immédiatement à l'évocation de tout ce qui peut peser sur l'embauche, comme de tout ce qui concerne le système éducatif susceptible de proposer au secteur industriel la main d'œuvre qualifiée dont le manque se fait ressentir.

Le ministre de l'éducation dévoile alors certains détails concernant des pistes en direction d'une collaboration à mettre en place avec le ministère de l'éducation nationale, de nouveaux mécanismes permettant au secteur privé de contribuer au développement de l'enseignement professionnel comme la possibilité de former professionnellement des adultes déjà entrés sur le marché du travail.

L'un des sujets sur lesquels les pouvoirs publics se penchent concerne la question de la plus grande pertinence possible des incitations à la recherche - développement(R&D) dans les secteurs à haute valeur ajoutée, et haute technologie.

Hier d'ailleurs, la commission parlementaire pour les questions industrielles planchait sur cette question des incitations en matière de R&D. L'AKP s'est fixé un objectif ambitieux dans ce domaine. Alors que nos dépenses en R&D ne sont que de 8 pour mille de notre PIB, l'objectif est de le faire progresser à 2% à l'horizon 2013, soit environ 16 milliards de dollars. C'est d'ailleurs l'espoir qui est placé dans la loi discutée hier en commission.

En Turquie, l'emploi industriel n'est pas au niveau auquel on est en droit de l'attendre. C'est ce que je tentais d'expliquer hier : la productivité et la production de valeur ajoutée d'une personne travaillant dans

ce secteur n'est pas comparable avec ce que produirait la même personne dans l'agriculture, et est bien supérieure à ce que le secteur des services est en mesure d'apporter.

C'est la raison pour laquelle la Turquie doit investir et accélérer ses investissements dans l'industrie et par conséquent attirer vers ce secteur une partie sans cesse plus importante de la population active. Les pouvoirs publics ne seront pas les investisseurs mais garantiront un environnement sûr, juste et prévisible pour tous ceux qui seront prêts à se lancer.

Sources

Source : « Radikal », le 17/01/2008

- Traduction pour TE : Marillac